

be made of their own agricultural policy. In other words, if you are going to have an international agreement on sugar, an international commodity agreement, it ought to include a reduction of beet sugar production within Europe, so that these one- or two-commodity countries that depend on sugar mainly will not be thrown into complete bankruptcy.

These are the arguments for not going in. There is another one that I will mention in passing. We are rather disturbed about what we would consider to be the at present inadequate parliamentary control over the Council of Ministers and the Commission in Brussels. It seems to us, and this is a point that Mr. Vedovato mentioned when he said that the Labour Party in Britain seems to be more reticent than the Conservatives about going in, we feel that the Council of Ministers and the Commission take too many decisions without any parliamentary approval, and we want to see changes made there.

Now let me turn to the other side. What would happen to the United Kingdom economy if we did not go in? And this is the main question, of course, that the United Kingdom has got to face. But it is not a question, this is where I want to enlarge the argument, it is not a question that faces the United Kingdom alone. We are not discussing or facing the prospect of the six adding one more to the Community and making it seven, because the applications are there from Norway, from Ireland, and from Denmark, and the applications for associate membership from Sweden, Austria and Switzerland, and of course countries like Malta, the smaller countries on the periphery of Europe, will also be coming in, then there are the associations that have been made with the African countries, to begin with the former French colonies, and of course the former British colonies, whether the United Kingdom goes in or not, because of their association with their neighbours in Africa, will themselves, as Nigeria has done, make application for associate membership.

In these circumstances it seems inconceivable that the United Kingdom should not be in the Community. But if the United Kingdom is going to go in for these arguments that I am very briefly putting forward, we would like to see some understanding within the Community, if I may say so, a better understanding as we see it in the U.K., a better understanding of the problems that are now involved.

Here I would come back to Canada in a different context. It is quite clear that if you enlarge the Community to include all the countries in full membership and associate membership that I have mentioned, you must reorganize what I can briefly call the European institutions. Quite clearly the European parliament in its present form would have to be enlarged, and in our view would have to be given a great deal more authority than it has got now over the Council of Ministers and the Commission, and must meet of course more frequently to discuss all the details of policy which now tend to be left to the Council of Ministers and the Commission, as we see it, without adequate parliamentary control. You cannot reorganize European institutions, because you go further than the European parliament, without the United Kingdom being involved. If you are going to give OECD a much stronger part in discussing with the

agricole s'impose. En d'autres termes, si l'on doit avoir un accord international sur le sucre, un accord international sur les commodités, on devrait y trouver une réduction de la production de la betterave à sucre dans l'Europe, de façon à ce que ces pays où l'on trouve une ou deux denrées puissent se reposer principalement sur le sucre et ne soient pas acculés à la faillite.

Voilà les arguments contre l'entrée. Il y en a un autre que je donnerai en passant. Nous sommes plutôt préoccupés au sujet de ce que nous appellerions actuellement une surveillance parlementaire insuffisante du Conseil des Ministres et de la Commission à Bruxelles. Voilà, nous semble-t-il, un point que M. Vedovato a souligné lorsqu'il a dit que le parti ouvrier en Grande-Bretagne semblait plus hésitant que les Conservateurs au sujet de cette entrée, il nous semble que le Conseil des Ministres et que la Commission prennent trop de décisions sans l'approbation du Parlement et nous voulons qu'il y ait ici des modifications d'apporter.

Tournons-nous maintenant de l'autre côté. Qu'arrivera-t-il à l'économie du Royaume-Uni si nous n'y entrons pas? Et voilà, bien sûr, la question principale, à laquelle le Royaume-Uni doit répondre. Mais ce n'est pas une question, et c'est ici que je peux expliciter mon argumentation, ce n'est pas une question à laquelle le Royaume-Uni fait face seul. Il ne s'agit pas de discuter ou de faire face à l'éventualité où les Six, s'adjoindrait un autre membre et deviendrait sept vu que les demandes proviennent de la Norvège, de l'Irlande, et du Danemark, ainsi que des demandes pour affiliations associées de la Suède, de l'Autriche et de la Suisse, et bien sûr, de pays comme Malte, les pays plus petits de la périphérie européenne, qui entreront aussi, et je ne parle pas des associations qui ont été faites avec les pays africains, en commençant par les anciennes colonies françaises et, bien sûr, les anciennes colonies britanniques, que le Royaume-Uni entre ou non, à cause de leur association avec leurs voisins d'Afrique, feront parvenir comme le Niger l'a fait, leurs demandes d'affiliation à titre associé.

Dans ces conditions, il semble inconcevable que le Royaume-Uni ne fasse pas partie de la Communauté. Mais si le Royaume-Uni doit entrer en vertu de ces arguments que je ne vous expose que brièvement, nous aimerions bien voir une certaine entente au sein de la communauté, si je peux m'exprimer ainsi, une entente meilleure que celle que nous voyons dans le Royaume-Uni, une meilleure compréhension des problèmes qui existent présentement.

Ici, j'aimerais revenir au Canada, dans un domaine un peu différent. Il est certain que si vous étendez la communauté de façon à inclure à titre de membres actifs ou associés tous les pays que j'ai mentionnés, il vous faut réorganiser ce que j'appellerai faute de mieux les institutions européennes. Il est clair que le Parlement européen sous sa forme actuelle devra être étendu, et, à mon avis, qu'il faudra lui accorder une plus grande autorité que celle qu'il possède actuellement sur le Conseil des Ministres et de la Commission, et qu'il devra bien sûr se réunir plus souvent pour discuter des détails de la politique, tâche qu'il semble être reléguée présentement au Conseil des Ministres et de la Commission, sans contrôle parlementaire suffisant. On ne saurait réorganiser les institutions européennes, parce que vous allez plus loin que le Parlement européen, sans mettre en jeu le Royaume-Uni. S'il vous fait conférer à l'OCDE un rôle plus géné-